



UNE BAISSSE HISTORIQUE DU DEFICIT PUBLIC SIGNE DE NOTRE GESTION COURAGEUSE ET RESPONSABLE

La crédibilité de la parole de la France est un bien précieux qui nous permet de nous financer à des taux raisonnables sur les marchés et de respecter nos engagements européens. Nous nous étions engagés à n'avoir que 5,7% de déficit public en 2011. Nous avons eu finalement 5,2% de déficit. Nous sommes donc en avance sur notre feuille de route qui doit mener la France à un déficit zéro en 2016.

1) La maîtrise du déficit public : une obligation de résultat remplie, n'en déplaise à François Hollande !

Le déficit public 2011 de la France s'est établi à 5,2 % de la richesse nationale (le PIB) pour l'année 2011. L'objectif que nous avons fixé et sur lequel nous nous étions engagés, c'était 5,7 % du PIB. C'est donc 0,5% de surperformance, soit 10 milliards d'euros de mieux que prévu et qui ne seront pas à rembourser par les générations suivantes.

Ce résultat n'est pas anodin : nous avons accompli la plus grosse baisse de déficit de l'histoire. En 2010, nous étions à 7,1 % de déficit. Aujourd'hui à 5,2 %. C'est 39 milliards d'euros de moins. Aucun Gouvernement n'avait, en un an, réussi à réduire le déficit public d'un tel montant. Dans le même temps, d'autres gouvernements sont dans l'incapacité de respecter leurs objectifs : l'Espagne devait être à 6 % de déficit en 2011, ils sont à 8,5 %.

François Hollande avait raillé à l'époque l'objectif de 5,7% du PIB de déficit public pour 2011 dénonçant le « caractère hautement velléitaire des objectifs de déficit 2011, qui sont inatteignables » (La Tribune, 29 septembre 2010). Le voilà désavoué par les faits.

Nous attendons toujours qu'il se réjouisse de cette bonne nouvelle pour la France après en avoir espéré une mauvaise à des fins électoralistes.

2) La maîtrise du déficit public ne doit rien au hasard : c'est le résultat de l'action déterminée et rigoureuse de Nicolas Sarkozy

Dans le contexte inédit depuis les années 30 de graves crises successives, cette réduction du déficit n'a malheureusement pu se faire grâce à une forte croissance. Il a fallu porter des réformes structurelles pour baisser nos dépenses : le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, la réforme des retraites, la maîtrise des dépenses de santé, la Revue Générale des Politiques Publiques... Toutes les réformes que François Hollande veut supprimer !

Nicolas Sarkozy a eu le courage de dire aux Français qu'on ne pouvait pas continuer à recruter des fonctionnaires, à multiplier les dépenses, à mettre sous le tapis le sujet des retraites et à vivre

à grands renforts d'emprunts. **Le résultat meilleur que prévu est essentiellement lié à une accélération de la baisse des dépenses publiques et au volontarisme de Nicolas Sarkozy.**

3) Avec François Hollande, la parole de la France serait déconsidérée et notre dette exploserait

L'action de Nicolas Sarkozy a permis de maîtriser nos dépenses publiques tout en ne cassant pas la croissance : la France est le seul pays occidental à n'avoir subi aucun trimestre de récession depuis le 2ème trimestre 2009 et nous venons même de réviser à la hausse la prévision pour l'année 2012 (de 0,5 % à 0,7 %).

Tout le monde peut donc constater la différence : **François Hollande remet en cause toutes les réformes qui ont permis à la France d'éviter la faillite**, veut recréer des postes de fonctionnaires et refuse de parler d'économies ou d'utiliser le mot réforme. Il dit être incapable de réduire les déficits s'il n'y a pas de croissance : nous l'avons pourtant fait !

François Hollande nous explique que le retour à l'équilibre ne pourra se faire qu'en 2017 alors que nous nous sommes engagés pour 2016. Ce décalage d'un an -voire plus si la croissance « miracle » espérée par François Hollande n'est pas au rendez-vous - c'est 35 milliards de dette supplémentaire. 35 milliards à la charge de la France et des Français.

Nicolas Sarkozy présentera un chiffrage de son programme. Il respectera évidemment l'objectif que la France a pris devant ses partenaires : le déficit 0 en 2016.

Ce sera la première fois depuis 1974 que la France ne connaîtra pas de déficit. Réduire la dette, c'est le meilleur moyen de ne pas dépendre des marchés, c'est un devoir moral pour préparer et protéger l'avenir de nos enfants.